NOTES SUR UN PROJET INACHEVE: L'AGRANDISSEMENT DU MUSÉE NATIONAL DE SAINT-SAVA (1836-1852)

Monica Bîră*

Résumé

Le plus souvent, pour retracer l'histoire d'un musée, on adopte une formule qui privilège la recension des legs et des achats, voire la construction d'un discours sur l'accroissement des collections. Cet article se propose d'investiguer un épisode particulier de l'histoire du Musée National, liée à un projet d'agrandissement de l'édifice. Les questions financières du projet datant du 1836 seront examinées en détail, pour mettre en évidence les ressorts des rapports institutionnels ainsi que les aléas des relations de pouvoir qui ont mené, 15 ans après, à l'abandon de cette résolution.

Mots clés: Musée National, finances, édifice, Collège de Saint-Sava, projet de construction

> «*Local cuviincios ar fi deocamdată pentru aşăzarea unui Muzeu odăile de jos de lângă portița curții Mînăstirii Sfîntului Sava, aceste odăi fiind boltite pot fi şi păzite de primejdia focului*»[1].

C'est avec ces mots que le ban Mihalache Ghica, collectionneur d'antiques, Ministre de l'Intérieur et frère du prince régnant de la Valachie, propose en 1834 l'emplacement à Saint-Sava du premier musée public fondé à Bucarest, qui sera par la suite connu comme le *Musée National*.

* Asistent universitar, Facultate de Comunicare şi Relații Publice (S.N.S.P.A.); doctor în istorie.

[1] „Curierul românesc" 58, jeudi, 13 décembre, 1834, p. 12, dans la collection des documents de la Bibliothèque de l'Académie Roumaine (BAR), mss. ro. 323, f. 184 – Collection des actes de Naum Râmniceanu. En français: «un local convenable d'installer un musée serait pour l'instant les pièces d'en bas, près de la petite porte donnant sur la cour du Monastère Saint-Sava; ces pièces étant voutées sont moins exposées au danger du feu».

Dans cet article j'ai choisi de présenter un projet datant de 1836 qui regarde le Musée National en tant qu'institution émergente, attachée au Collège de Saint-Sava et subordonnée du point de vue administratif à l'Ephorie des Ecoles.

Il s'agit du premier projet d'agrandissement du musée, démarré en 1836 et abandonné en 1849. En raison de ses rebondissements financiers, l'affaire n'est définitivement close qu'en 1852[2]. C'est un projet sans issue, qui apparemment n'a presque rien à offrir pour éclaircir la dynamique de l'institution durant ses premières années d'existence. Mais il y a plus dans cette histoire que la tentative manquée d'agrandir l'espace occupé à Saint-Sava par un établissement tout récent. La façon dans laquelle est conduit le projet ainsi que le rôle du chaque individu et de chaque institution relèvent le fonctionnement des réseaux du pouvoir dans la société.

Les détails du projet nous ont parvenus grâce aux à l'activité du *Contrôle fiscal*[3] les documents consultés proviennent, pour l'essentiel, du dossier no. 14/1836 appartenant au fond du Ministère des Cultes et de l'Instruction Publique et conservé dans les Archives Nationales. C'est un dossier qui contient plus d'une centaine de pièces; une notice, ajoutée le 23 mai 1852 sur l'une des dernières pages, nous informe sur la raison pour laquelle les documents ont été rassemblés sous cette forme:

> «*Dela cu temeiuri pentru zidirea unei săli de asupra muzeului şi cumpărătoare de materialuri în această clădire pe anul 1836. Canţilaria Controlului cu cinste înapoiază pe lângă aceasta nemaifiind deocamdată trebuincioase. Şeful mesei [semnează]. Anul 1852, luna mai, 23, n. 583*»[4].

Les informations fournies par ce dossier ont été complétées, dans la mesure du possible, avec les données financières tirées des budgets de l'Ephorie des Ecoles pour les années 1838[5] et 1839[6].

---

[2] Service des Archives Nationales Historiques Centrales (S.A.N.I.C.) fond *Ministère des Cultes et de l'Instruction Publique* (M.C.I.P.), dossier no. 14/1836.

[3] En roumain „Obstescul control". Selon le Règlement Organique, les attributions de contrôle financier reviennent principalement à l'Assemblé Nationale: à chaque fin d'année elle était censée d'examiner les registres des revenus et dépenses (art. 51). Pour faciliter cette opération, depuis 1832 un Service du *Contrôle* fut mis en place. Subordonné directement au prince, ce nouveau service s'occupait de l'examen des finances tout au long de l'année. En effet, l'examen est fait par une commission de 6 boyards, désignés par l'Assemblée.

[4] Dossier des justificatifs pour bâtir une salle au-dessous du musée et l'achat des matériaux pour cette construction en 1836. La Chancellerie du Contrôle, avec honneur les rend ci-joint, n'étant plus nécessaires, pour l'instant. Le chef du département [signature]. L'an 1852, moi du Mai, 23. n. 583; delă, *dele*, s. f. (ancien.) 1. action judiciaire, procès, affaire; 2. dossier. Dictionnaire de la langue roumaine moderne [Dicţionarul limbii române moderne], 1958.

[5] S.A.N.I.C., fond *M.C.I.P.*, dossier 30/1838, f. 9-15.

Il s'agit donc d'une sélection très particulière de documents, à la fois difficiles de manier et ennuyeux. L'extrême «technicité» des documents, rend impossible tout réponse à des questions comme: qui est celui qui a décidé l'agrandissement du bâtiment, quel était précisément le rapport entre le musée et la bibliothèque et pourquoi les deux sont toujours mentionnés ensemble presque chaque fois quand il s'agit de la nouvelle construction.

Mais, en même temps, c'est précisément grâce à ces documents qu'on peut compléter les pièces d'un dossier mal connu, celui des débuts du Musée de Bucarest, parfois nommé «national», parfois «musée du Saint-Sava» ou même «musée du Collège». Il vaut la peine de débroussailler ces aspects périphériques car, loin de former une masse de détails dépourvus d'importance, nous permettent de disposer d'une meilleure connaissance sur la les relations interinstitutionnelles qui dirigent l'évolution du musée.

Une salle de musée et de bibliothèque

L'emplacement initial des collections destinées au Musée National est vite jugé déficitaire, car une première démarche pour agrandir la superficie d'exposition est enregistrée, comme on l'a déjà dit, en 1836. Il faut se rappeler qu'on est seulement deux ans après la fondation du musée et qu'on ne peut pas attribuer cette décision à une éventuelle agglomération d'objets. Les envois provenant du territoire se constituent dans une pratique régulière à partir des années 1850, mais en 1836 il n'en est pas question. De même, les documents n'ont pas retenu aucun legs ou achat important, malgré les espoirs exprimés par le ban Mihalache Ghica dans son acte de donation:

> «*Mulți patrioți şi alți literați bărbați sunt încredințat că vor da dar la acest muzeu multe obiecturi de curiozitate*»[7].

Mais, puisqu'une bonne partie des documents mentionnent que la salle projetée servira à la fois de «musée et bibliothèque»[8], il faut supposer que la présence du musée dans la proximité de la bibliothèque a eu aussi un rôle à jouer dans cette affaire. Néanmoins, la nature des documents consultés ne nous permet pas d'explorer d'avantage cette piste.

---

[6] S.A.N.I.C., fond *M.C.I.P.*, dossier 35/1840, f 34-44.

[7] „Curierul românesc" 58, jeudi, 13 décembre, 1834, p. 12, BAR, mss. ro. 323, f. 184. En français: «Patriotes et hommes de lettres en grand nombre, j'en suis persuadé, offriront à ce musée beaucoup d'objets curieux».

[8] S.A.N.I.C., fond *M.C.I.P.*, dossier no. 14/1836, f. 29, Journal de l'Ephorie du 15 mai 1839; *Idem*, f. 31, Rapport de l'administrateur du Collège à l'Ephorie des Ecoles, 18 mai 1839.

En février 1836 les membres de l'Ephorie des Ecoles prennent en considération la nécessité de construire «une grande salle, au-dessus de la bâtisse du Musée»[9] et ils s'accordent – après avoir reçu la permission du Département du Secrétariat des Affaires de l'Eglise et de l'Instruction Publique[10] – de commander les matériaux nécessaires pour démarrer la construction. Le début des travaux est prévu pour l'été de 1837.

Le souci de préparer en avance la construction (plus d'un an) se fait remarqué, surtout car en lisant la liste des matériaux à procurer on observe qu'elle ne contient pas rien d'exceptionnellement rare: du bois, des briques et de la chaux[11]. Il n'est pas difficile à s'imaginer quelles étaient les dimensions de cette nouvelle salle, ni de constater quelle idée on se fait à l'époque sur le musée.

Dans l'état actuel de la recherche, on ignore toute information sur les détails d'exécution: l'intervention d'un architecte n'est signalée nulle part, même si à l'époque au moins un architecte se trouve dans l'emploi du Département des affaires religieuses, *l'architecte des monastères*. Néanmoins, dans toute cette affaire, l'architecte est mentionné une seule fois, dans sa qualité de garant pour les fournisseurs du bois[12].

La prévoyance de l'Ephorie ne donne pas les résultats souhaités: si un tiers du bois sollicité se trouve déjà au collège en février 1836[13], pour que le reste arrive, il faut attendre deux ans de plus. Entre temps, l'Ephorie se voit obligée d'intervenir trois fois auprès de l'Administration du Département de Saac pour que celle-ci contraigne les trois habitants de la commune *Izvoarele* de livrer le bois, selon les termes du contrat conclu avec l'Ephorie[14].

Le 17 novembre 1838[15], c'est-à-dire deux ans après la commande initiale, le Directeur des Ecoles confirme la réception du bois d'œuvre: toute la quantité requise (660 planches de différentes dimensions) est livrée au Collège de Saint-Sava[16]. Comme il est déjà trop tard pour démarrer la construction en 1838, les travaux sont différés pour l'été du 1839. En attendant, le bois, en péril de détérioration, est mis à l'abri des intempéries. Et, puisque les autorités sont bien décidées de faire avancer les travaux, d'autres matériaux nécessaires, tel que la chaux et les clous sont commandés [17].

---

[9] *Ibidem*, Journal de l'Ephorie des Ecoles, 18 février 1836, f. 3.
[10] En roumain: Departamentul Logofeții Trebilor Bisericești și Instrucțiunii Publice.
[11] *Ibidem*, f. 3.
[12] *Ibidem*, Lettre du directeur des Ecoles à l'Ephorie, no. 4, 18 fév. 1836, f. 4.
[13] *Ibidem*, f. 7.
[14] *Ibidem*, Adresse de l'Ephorie des Ecoles vers l'administration du Departement de Saac: 9 novembre 1836 (f.14), 22 mars 1837 (f. 16) et 14 janvier 1838 (f. 17).
[15] *Ibidem*, f. 26.
[16] *Ibidem*, f. 5.
[17] *Ibidem*, f. 31.

Dispersion des matériaux de construction

Le retard de la construction donne occasion à différentes institutions de solliciter, à titre d'emprunt, des quantités du bois se trouvant dans la cour du Collège de Saint-Sava. Les particuliers en demandent aussi, toujours avec titre d'emprunt, pour secourir à leurs propres besoins. Dans la plus part des cas, les «emprunts» seront définitifs: pour une raison ou pour une autre, les bénéficiaires n'acquitteront que rarement les planches reçues. Par conséquence, avant que la construction soit démarrée, une bonne partie du bois acquis non sans difficulté par l'Ephorie des Ecoles, sera réparti en maintes directions.

En décembre 1837, le prince régnant Alexandru Dimitrie Ghica demande 82 planches pour réparer la toiture de sa résidence. La requête est approuvée, surtout qu'une fois le printemps venu, les planches devront être remboursées en nature ou en argent[18]; néanmoins, en 1841 seulement une partie de ces planches avaient été rendues à l'Ephorie. Ensuite, c'est le tour du *Conseil municipal de Bucarest* [Sfatul orăşenesc din Bucureşti] de solliciter une trentaine des planches, pour l'Observateur[19]. Parmi les autres bénéficiaires du bois destiné initialement au musée on retrouve en 1849 le *Département des Affaires Intérieures*. Cette fois-ci, il s'agit d'un achat. A l'époque, les travaux publics tombaient dans la charge de ce département. Il sollicite à plusieurs reprises des planches de différentes dimensions pour faire faire les radeaux employés au nettoyage du bassin et du canal de Cişmigiu, à l'occasion de l'aménagement du jardin public[20].

L'Ephorie aussi se sert du bois d'œuvre destiné au musée. En 1838 l'urgence des travaux de rénovation entrepris au Collège de Saint-Sava après le tremblement de terre n'épargna pas le bois se trouvant déjà à portée:

«*4 de [bucati] câte 5 stânjeni ce s-a întrebuințat la legăturile de la colturile cele mari ale colegiului dupe cutremur când s-a meremeticit*» [21].

---

[18] *Ibidem*, Adresse du Département du Secrétariat des Affaires des Eglises et de l'Instruction Publique à l'Ephorie des Ecoles, no. 123, 14 janvier 1838, f. 20; Rapport de l'administrateur du Collège de Saint-Sava à l'Ephorie des Ecoles, 21 mai 1841. D'autres sources indiquent une demande de 100 planches, A.N.R, fond *M.C.I.P.* dossier no. 11 / 1838, f. 45.

[19] S.A.N.I.C., fond *M.C.I.P.*, dossier no. 14/1836, Adresse no. 574, du Conseil municipal de Bucarest à l'Ephorie des Ecoles, 27 février 1841; f. 38 et Adresse no. 307 du Département des Affaires de l'Intérieur à l'Ephorie des Ecoles Nationales, 14 mars 1841, f. 41.

[20] *Ibidem*, Adresse du Département des Affaires Intérieures à l'Administration des Ecoles, f. 59, f. 61, 63, 65, 75 et 81.

[21] *Ibidem*, f. 51. En français: «4 planches à 5 brasses qui ont été utilisées pour les liaisons faites aux grands coins du collège, après le tremblement de terre, quand on a fait des réparations».

Ensuite, en 1845, la direction des Ecoles utilisera 19 planches pour faire faire les meubles nécessaires dans la cour du collège et dans la salle de gymnastique[22].

Quant à l'utilisation des matériaux pour des besoins personnels par quelques dignitaires de l'état, deux cas sont enregistrés: celui du grand logothète K. Suzu[23] et celui du préfet de police (aga) Manolache Sergiad. Masi c'est le préfet de police Manolache Sergiad (ou Emanoil Sergiadis, comme on le retrouve aussi dans les documents), celui qui a vraiment mis dans l'embarras l'administration du collège.

«L'affaire» Manolache Sergiad

La reconstitution avec minutie de l'affaire, en suivant la correspondance de l'Ephorie et les réactions des parties impliquées fait surgir tout un maillage de relations et des pratiques qui éclaircissent l'insertion du Collège de Saint-Sava dans le tissu administratif. Le va-et-vient des lettres nous dit beaucoup sur la capacité réelle de l'Ephorie des Ecoles quand il s'agit d'imposer le respect des accords conclus avec d'autres parties.

Si on le réduit en quelques mots, le cas est simple: Manolache Sergiad, préfet de police, emprunte 19 planches pour la rénovation de son hôtel particulier, mais il meurt sans avoir l'occasion de rembourser l'Ephorie. L'affaire aurait restée inconnue, s'il ne fut pour l'intervention du Contrôle fiscal qui insiste de recevoir les pièces justificatifs pour les 2016 lei qui sont inscrits en 1851 dans le budget de l'Ephorie sous la rubrique «revenus», ayant comme unique explication: «pour la vente d'une quantité de bois»[24].

A partir de 1848, l'Ephorie des Ecoles démarre une longue action, essayant tant bien que mal de récupérer son argent. Elle s'adresse d'abord à la Police de la Capitale pour que celle-ci intervienne auprès les héritiers du Manolache Sergiad. Mais dans une erreur, la Police se trompe sur l'identité des héritiers, et elle envoie un représentant des troupes territoriales (le chef des dorobants) chez deux des exécuteurs testamentaires: le Manolache Krântul (comandant des troupes à cheval, *serdar*) et Teodor Merimescu (échanson, *paharnic*), avec la demande de rendre 19 *galbeni* pour les 19 planches, la dette de M. Sergiad[25]. Les deux informent la Police qu'en effet ils ne sont que les exécuteurs testamentaires, membres de la curatelle de la Maison du feu Manolache Sergiad, à côté du Iancu Nădăianu (officier à la maison du prince, occupant un office dans le service de la bouche, *clucer*), le chef étant le

[22] *Ibidem*.
[23] *Ibidem*, f. 45.
[24] S.A.N.I.C., fond *M.C.I.P.*, dossier no. 51/1851.
[25] S.A.N.I.C., fond *M.C.I.P.*, dossier no. 14/1836, Adresse de la Préfecture de Police de Bucarest à la curatelle de la Maison du feu Manolache Sergiad, no. 1855, 28 décembre 1848, mentionnée dans la réponse de la curatelle à la Police, 10 janvier 1849, f. 56.

Métropolite (Neofit, métropolite de la Valachie entre 29 juin 1840 – 26 juillet 1849, n.n.)[26].

Par la suite, l'Ephorie des Ecoles s'adressa à plusieurs reprises et sans succès, à cette curatelle[27]. Pour une raison ou une autre, le Métropolite, qui est de toute évidence le membre le plus marquant de la curatelle, ne manifeste aucun intérêt pour l'affaire. C'est Iancu Nădăianu qui prend le relais, informant l'Ephorie d'avoir tarder trop longtemps avant de démarrer les démarches pour la récupération de l'argent:

«*şi într-această vreme [imediat dupa moartea lui Manolache Sergiad, cand epitropia si-a intrat in atributii, n.n.] nu ştiu să se fi arătat nimeni din partea cinstitei Eforii cu vreo hârtie de asemenea cerere, ci după desfacerea stării mortului când în mâna mea numai este nici o stare. Ci cinstita Eforie va binevoi a se adresa către nepoți răposatului ce sunt cinstiți epitropi şi legatari şi care ş-au primit toate părțile dumnealor din starea răposatului*»[28].

L'affaire est close – si on peut utiliser une pareille expression pour un épisode dont le dénouement nous reste, quand même, inconnu – sur cette notation faite par l'administrateur du Collège sur un rapport du 26 janvier 1850:

«*Cinstita epitropie a casei răposatului Aga M. Sergiad 'mia zis că banii strânşi din averea răposatului s-au împărțit moştenitorilor săi şi asuprăle nu mai au bani de-ai răposatului dar fiindcă moştenitorii au a primi nişte bani de la Casa Căminarului S. Mosh să se adreseze cinstita eforie către acea casă având acei bani din ceea ce se cuvin moştenitorilor*»[29].

---

[26] *Ibidem*, Lettre de deux administrateurs des biens du feu M. Aga Manolache Sergiad à la Préfecture de Police, 10 janvier 1849, f. 56.

[27] *Ibidem*, f. 57 – 57v, Adresse de l'Ephorie des Ecoles à l'Administration des biens du feu M. Aga Manolache Sergiad, 10 janvier 1849.

[28] *Ibidem*, Lettre de Iancu Nadaianul à l'Ephorie des Ecoles, 7 janvier 1850, f. 70. En français: «(…) et pendant tout ce temps [après la mort de Manolache Sergiad, quand la curatelle entre dans son rôle] il n'est pas arrivé à ma connaissance que quelqu'un soit venu de la part de l'Ephorie avec une pareille demande écrite, mais cela arriva seulement après le partage du patrimoine du décédé, quand rien n'est plus à ma disposition. Donc l'honorable Ephorie va bien vouloir s'adresser aux neveux du feu préfet, qui sont ses héritiers et qui ont reçu tout leur dû provenant du patrimoine appartenant au décédée».

[29] *Ibidem*, Rapport de l'administrateur du Collège à l'Ephorie des Ecoles Nationales, concernant la situation générale du bois acquis en 1837-1838, 26 janvier 1850, f. 72. En français: «L'Honorable curatelle de la maison du feu aga M. Sergiad m'a dit que l'argent provenant du patrimoine du décédé fut partagé parmi ses héritiers et qu'elle n'a plus dans sa possession d'argent appartenant au décédé, mais comme les héritiers ont à recevoir

Voilà donc une situation qui, au-delà de l'anecdotique, nous permettra de sonder en profondeur les rapports de pouvoir établis entre les acteurs impliqués. Finalement, la perte de l'Ephorie dans toute cette affaire réside en 19 planches de bois, d'un total de plus de 600. Mais si on ajoute à cela tous les autres «emprunts», et la manière générale dans laquelle ce projet est finalement détourné, il devient évident pourquoi l'agrandissement du musée ne s'est jamais concrétisé.

L'abandon du projet

En 1849, l'Ephorie décide de renoncer à l'idée initiale d'agrandir le musée. Cette résolution si elle n'est pas entièrement provoquée, alors elle est assurément précipitée par les événements de 1848-1849. A cette occasion, les armées turques, présentes à Bucarest et stationnées auprès du monastère de Saint Sava, utilisent le bois trouvé sur place pour répondre aux besoins du campement. Pour cette raison, mais aussi parce que dans les nouvelles conditions il était «impossible d'espérer une prochaine mise en exécution du bâtiment du musée»[30], l'Ephorie sollicite la permission de vendre le restant du bois, avant que celui-ci ne soit pas complètement pourri. La demande est acceptée par la Lieutenance princière vers la fin d'octobre 1848, à condition que le prix de vente ne soit pas en dessus de celui d'achat[31].

Un bilan final de la question du bois d'œuvre acquis pour le musée est contenu dans un rapport du 26 janvier 1850, adressé par l'administrateur du Collège à l'Ephorie des Ecoles Nationales. Dans ce document, l'administrateur a soigneusement indiqué tous ceux qui ont «emprunté» du bois et l'ont remboursé entièrement, partiellement ou … pas du tout.

Ainsi on peut constater que le Département de l'Intérieur est en retard avec le payement du bois utilisé pour le nettoyage du basin de Cismigiu[32]. Ensuite, un certain M. Posel (dont l'occupation n'est pas indiquée) rembourse lui aussi un montant de 931 lei pour 41 planches; le grand logothète K. Suzu n'est pas disposé à payer en argent les planches, mais il donne des assurances sur le remboursement en nature; finalement, le magistrat de la ville (le maire), qui figurait dans les évidences de l'Ephorie en tant que débiteur pour une quantité de bois, avance des documents pour justifier qu'en effet, même si sa demande est bien enregistrée, il s'est fait livrer les matériaux par une autre source, et donc il ne doit rien à l'Ephorie[33].

quelque argent de la part de la maison du S. Mosh, l'Honorable Ephorie devrait s'adresser à cette maison, ayant de l'argent qui est dû aux héritiers».

[30] *Ibidem*, f. 49, La décision de la Haute Lieutenance Princière, no. 658, du 22 octobre 1848.

[31] *Ibidem*.

[32] *Ibidem*, f. 51-51v, Rapport de l'administrateur du Collège à l'Ephorie des Ecoles Nationales, concernant l'état du bois acquis en 1837-1838, 4 novembre1848.

[33] *Ibidem*, Rapport de l'Administrateur du Collège de Saint-Sava à l'Ephorie des Ecoles Nationales, concernant la situation générale du bois acquis en 1837-1838, 26 janvier 1850, f. 72.

Somme toute, en 1851, il ne reste que 113 planches de bois, vendues pour 2016 lei, d'un total initial de 660, acquises en 1837-1838, pour un montant de 6.732 lei.

Selon toute apparence, la vente fut une bonne affaire: l'Ephorie a reçu 17 lei par planche, au lieu de 10, qu'elle avait payé à l'achat, 12 ans auparavant. Une explication plausible doit être cherchée dans la hausse généralisée des prix et la baisse de la valeur de la monnaie. L'inflation serait donc responsable pour la différence de prix, avantageuse seulement en apparence. Les 2016 lei de revenu sont inscrits dans le budget de l'an 1851, sous la rubrique correspondante[34]. Par conséquence, le *Contrôle fiscal général* demande à l'Ephorie des détails sur ce type de revenu peu habituel pour son budget, qui est d'ordinaire alimenté par deux ou trois sources principales: allocation budgétaire, legs et donations, intérêt des sommes empruntées par l'Ephorie aux aristocrates du pays[35]. En effet, c'est ainsi qu'on dispose de tous les détails financiers concernant cette affaire d'agrandissement du musée, déroulée depuis 1836.

Le bilan final nous fait constater que le musée reste toujours séré dans un espace étroit et humide. Même si en 1849 plusieurs travaux de réparations seront entamés, il n'y a pas question d'un agrandissement[36]. Les dernières planches restées dans la cour du collège, trop détériorées pour être achetées, seront utilisées au bénéfice de l'instruction publique, étant transférées à l'Ecole des Beaux Arts pour servir comme matière première aux élèves[37].

La conclusion est évidente: cette première tentative d'améliorer la situation du musée –au niveau de l'espace – ne donne pas le résultat prévu. Certainement, les situations inattendues (tremblement de terre en 1838, révolution et occupation turco-russe en 1848[38]) ont leur part dans cette affaire. Peut-être que l'apparition d'autres priorités dans le fonctionnement du Collège a contribué aussi à la temporisation des travaux. Mais seulement ces deux facteurs n'expliquent pas l'échec d'un projet dont les dimensions étaient, en fin de comptes, très modestes.

En guise de conclusion

[34] S.A.N.I.C., fond *M.C.I.P.*, 51/1851.

[35] L'allocation budgétaire, établie par le Règlement des Ecoles, adopté en 1833, est composée par l'argent provenant de la Trésorerie (vistieria) et de la Caisse centrale de la Sainte Métropolie. Les legs et donations faites par les particuliers pour soutenir l'enseignement sont administrés par l'Ephorie des Ecoles.

[36] S.A.N.I.C., fond *M.C.I.P.*, dossier no. 63/1849, Contrat visant les réparations aux bâtiments du musée et de la bibliothèque, 7 oct. 1849, f. 9, f. 9v.

[37] S.A.N.I.C., fond *M.C.I.P.*, dossier no. 14/1836, Rapport de l'Administrateur du Collège de Saint-Sava à l'Ephorie des Ecoles, 23 décembre 1852. f. 85.

[38] Les troupes resteront jusqu'en 1851.

Au moins trois causes sont à l'origine du retard et ensuite de l'abandon de la construction, qui – à l'intention de l'Ephorie des Ecoles – aurait pu servir de bibliothèque et de musée.

La première est liée à l'immixtion des particuliers dans les affaires publiques: les ressources de l'Ephorie des Ecoles – matériaux et argent – peuvent faire l'objet des emprunts, même si cette pratique s'avère nuisible aux intérêts et aux projets de l'Ephorie. Les boyards/ dignitaires de l'Etat ne sont pas les seuls qui font usage de leurs fonctions et recourent aux ressources d'une institution publique afin de construire ou de réparer leurs résidences particulières. Le prince procède de la même manière; même si, pour sa part, presque toutes les planches seront remboursées, le fait de retirer une quantité assez importante participe sans doute au retard des travaux. En ce qui concerne l'histoire des ressortissants du département de Saac, qui prennent presque deux ans pour livrer la quantité de bois convenue par contrat – cela donne aussi à penser sur la capacité des institutions publiques d'imposer leur autorité.

La seconde cause est sans doute à chercher dans la situation financière de l'Ephorie et dans la manière générale de conduire ce genre de projet. A cette fin, l'exploit des documents financiers s'avère d'une grande utilité. Dans le budget de l'Ephorie pour 1838, un montant de 80.000 lei est destiné à «la construction à neuf d'une salle dans la cour du collège, pour installer la Bibliothèque et le Musée»[39]. Cette dépense figure dans la rubrique «d'autre comptes, concernant l'argent que les Ecoles doivent recevoir pour les années précédentes et les dépenses qui sont à faire pour 1838, en utilisant cet argent[40]». Le long titre indique très exactement la façon de planifier les projets du point de vue financier, et, plus généralement la manière de l'Ephorie de gérer l'argent et de le distribuer pour un but ou un autre. C'est donc avec des sommes qu'elle ne détient pas effectivement, que l'Ephorie envisage de poursuivre la construction de la nouvelle salle à Saint-Sava. En plus, dans ce cas, les sommes à récupérer provient de l'une des pires institutions quand il s'agit de rembourser les dettes, la Caisse de la Métropolie, c'est-à-dire de l'argent dû par les monastères, sachant bien que pour plusieurs années les monastères dédiés ont tout simplement refusé d'acquitter leur dû vers l'Etat[41].

En effet, le musée et la bibliothèque ne sont pas les seuls à dépendre de cet argent : pour 1838, l'Ephorie doit récupérer un total de 507,990.00 lei, dont 368,600.00 lei sont prévus pour couvrir des dépenses comme la construction de la nouvelle salle du musée, l'acquisition, à Paris, d'une presse typographique, deux

[39] S.A.N.I.C., fond *M.C.I.P.*, dossier 30/1838, f 9-15.

[40] *Ibidem.* Deosebite socoteli de banii ce au să mai ia Şcolile din rămăşiţa leguită pe anii trecuţi şi de cheltuielile ce trebuesc a se face dintr-aceşti bani pe anul 1838.

[41] Relaţie de lucrările departamentului logofeţiei treburilor bisericeşti, Cuvântată de la Obşteasca Adunare în seanţa de la 16 noemvrie leat 1834, de către dumnealui marele logofăt Barbu Ştirbeiu în N. Iorga, *Mărturii istorice privitoare la viaţa şi domnia lui Ştirbei-Vodă*, Bucureşti, Institutul de Arte Grafice şi Editura „Minerva", 1905, p. 671-696.

bourses pour envoyer les écoliers étudier à l'étranger et la participation de l'Ephorie à la restauration de l'école de Craiova. Le plan semble bon, sauf que la Trésorerie et, surtout, la Caisse Centrale de la Sainte Métropolie ne sont pas des endroits d'où l'Ephorie peu attendre, en toute confiance, le remboursement de l'argent. C'est la raison pour laquelle en 1839 aussi, 70.000 lei sont destinés à la construction d'une salle de musée et de bibliothèque; la somme est inscrite sous la même rubrique que l'année passée. Pourtant, l'Ephorie doit récupérer maintenant un montant de 498,973.00 lei, à peine 9017 de moins que l'année passée. De cet argent-là, 404,314.36 lei sont prévus pour des dépenses concernant le musée, les composantes de la presse typographique, la restauration de l'école de Craiova, et des remboursements d'argent vers le monastère Glavacioc et l'Ecole de Slatina[42].

Voilà donc les difficultés que l'Ephorie rencontre quand il faut planifier et mener à bonne fin ce genre de projet à dimensions réduites. Voilà aussi la troisième cause de l'échec. Nécessitant plus de ressources que celles réclamées par l'installation initiale du musée, mais sans qu'elle soit pour autant tellement importante pour bénéficier d'un appui considérable de la part du gouvernement ou d'un mécène, la construction de la nouvelle salle traîne d'un an à l'autre, jusqu'à son abandon définitif. Les ressources déjà engagés sont, sinon gaspillés, au moins mal employées. Et, pour faire le tour complet des facteurs qui ont contribué à l'éclipse du projet, il faut ajouter que le fait en soi de permettre l'utilisation des matériaux à d'autres fins indique, avant tout, la précarité de la situation du musée en tant qu'établissement dépendent de l'Ephorie des Ecoles.

[42] S.A.N.I.C., fond *M.C.I.P.*, dossier 35/1840, f 34-44. Mise dans l'impossibilité d'acquiter ses dépenses courantes, l'Ephorie a prit de l'argent provenant de la réserve du monastère Glavacioc et des fonds de l'école de Slatina – les deux se trouvant dans son administration, mai non pas dans sa propriété.